
[Revue de presse et tweets] : e-bourgogne a reçu Jean-Vincent Placé lors d'une matinée riche d'échanges

Interview de Jean-Vincent Placé sur France Bleu Bourgogne, au micro de Stéphanie Perenon – [Lire l'article complet en cliquant ici](#) et écouter ci-dessous un extrait du reportage



La Gazette des Communes(par Alexandra Caccivio)

[Dématisation des marchés publics : « des exigences trop élevées » qui freinent les PME](#)

[Localtis.info](#)

[En Bourgogne, les PME peinent à adopter les marchés publics simplifiés](#)

**LE JOURNAL
DU CENTRE**

Le Journal du Centre en parle (par AC)

[Jean-Vincent Placé à Dijon / Dématisation des marchés publics : les PME trop timides](#)

Retour (sous forme de tweets) sur la visite à Dijon de Jean-Vincent Placé, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Réforme de l'Etat et de la Simplification.

A Dijon, Jean-Vincent Placé soutient la révolution numérique pour rapprocher les ci... via [@BleuBourgogne](#) <https://t.co/acSlgCGyXN>
– FBleu Bourgogne (@bleubourgogne) [30 septembre 2016](#)

[#Dijon](#) ce matin – L'équipe [@ebourgogne](#) réunie autour de son président Patrick Molinoz et de [@JVPlace](#) pic.twitter.com/UWN11S3pMU
– Véronique Massé (@ComIsee) [30 septembre 2016](#)

Table ronde à la Préfecture avec Jean-Vincent Placé et [@ebourgogne](#) autour de l'aménagement numérique du territoire
pic.twitter.com/DSH0mTiPcg
– Maciej Murmyło (@mmurmylo) [30 septembre 2016](#)

Jean-Vincent Placé et e-bourgogne : la rencontre se poursuit avec collectivités et entreprises [#ebourgogne](#) pic.twitter.com/jPvHW18Qzu
– GIP e-bourgogne (@ebourgogne) [30 septembre 2016](#)

Au GIP E-Bourgogne à [#Dijon](#) pour évoquer la commande publique : circuit court, facturation électronique, simplification...
pic.twitter.com/xsp0rvsL40
– Jean-Vincent Placé (@JVPlace) [30 septembre 2016](#)

Début du point-presse à Dijon au GIP [@ebourgogne](#) Avec Jean-Vincent Placé et Patrick Molinoz pic.twitter.com/ug4T8oLqdz
– Véronique Massé (@ComIsee) [30 septembre 2016](#)

Débats riches et conviviaux à Dijon avec [@ebourgogne](#) et Jean-Vincent Placé – photo p. Molinoz et Gilles Delamarche
pic.twitter.com/gwqen9bymW
– Véronique Massé (@ComIsee) [30 septembre 2016](#)

Avec les équipes du GIP E-[#Bourgogne](#) mobilisées pour la [#modernisation](#) des [#administrations](#) [#achatpublic](#) [#numérique](#) [#Dijon](#)
pic.twitter.com/CSDEFinfDy

– Jean-Vincent Placé (@JVPlace) [30 septembre 2016](#)

[@JVPlace](#) table ronde en préfecture : présentation du GIP e-Bourgogne, efforts de simplification, commande publique & Open data
pic.twitter.com/0cBtQuXrfj

– Préfecture Côte-d'Or (@Prefecture21) [30 septembre 2016](#)

Comment e-bourgogne pilote les politiques publiques numériques des petites collectivités locales en Bourgogne <https://t.co/mRF80NW8Yy>

– Jay Clarisse (@ClarisJay) [3 octobre 2016](#)

La Presse en parle ! Les Pays de la Loire lancent l'application mobile Gigalis

Cliquez sur le titre de l'article pour y accéder



[Une application pour tester son réseau mobile en Pays de la Loire](#)



[Internet mobile – Une appli pour traquer les zones blanches de la région](#)



[3G/4G : les Pays de la Loire invitent ses habitants à mesurer eux-mêmes la qualité de service](#)

Localtis.info

[Avec l'appli Gigalis, la région Pays de la Loire veut crowdsourcer les zones blanches](#)



[Les Pays de la Loire testent les réseaux mobiles grâce au crowdsourcing](#)



[La région lance une appli mobile pour identifier les zones blanches](#)



[Gigalis, l'application pratique même en zone blanche](#)



[La région Pays de la Loire fait appel à ses habitants pour mesurer la qualité de la couverture 2G/3G/4G des opérateurs](#)



[La région Pays de la Loire demande à ses habitants de mesurer la qualité de couverture des opérateurs](#)



[Les ligériens invités à mesurer leur connexion 2, 3 et 4G](#)



[Gigalis \(Pays de la Loire\) : l'app qui mesure les réseaux 2G/3G/4G](#)



[Les Mayennais invités à évaluer la qualité du réseau 2, 3, 4G dans leur commune](#)



[Une appli pour mesurer la qualité des réseaux 2G/3G/4G en Pays de la Loire](#)

[3G/4G : les Pays de la Loire invitent ses habitants à mesurer eux-mêmes la qualité de service](#)

TRIP Avicca et GRACO : Axione est citée dans la Presse



En tant qu'opérateur d'opérateurs, **Axione a participé à Paris, en novembre dernier au TRIP 2014 de l'Avicca et le 2 décembre à la plénière du GRACO (Groupe d'échange entre l'ARCEP, les collectivités territoriales et les opérateurs)**. Dans un article paru le 8 décembre dans Localtis.info sous le titre « Commercialisation des RIP : un nouveau grand chantier à préparer », le journaliste Philippe Parmantier revient sur les débats qui ont eu lieu auxquels sont intervenus Pierre Eric Saint-André**, Directeur Général d'Axione et Eric Jammaron*, Directeur du Pôle Concessions d'Axione.

Retours sur les interventions d'Axione au travers d'extraits de l'article.

[...] L'industrialisation des déploiements comme passage obligé – La réserve des opérateurs conduit certains territoires à proposer des prix d'appel très attractifs pour accélérer leur atterrissage. Ce qui peut se révéler dangereux à terme. Pierre Eric Saint-André, directeur général d'Axione, un opérateur de RIP, remet les priorités dans leur ordre d'importance : « Avant de fixer son attention sur les prix, la première règle est de comprendre le besoin du client, il n'y a pas seulement

quatre grands opérateurs sur le marché mais quatre stratégies, quatre visions techniques, quatre parts de marchés différentes », relève-t-il. Il convient donc de s'adapter à chacune des situations particulières et comprendre le rythme auquel les opérateurs sont prêts à investir sur les réseaux publics. Comme cela a été confirmé par les déclarations publiques des uns et des autres, « il n'y aura pas de temporalité forcée », note encore Pierre Eric Saint-André. [...]

[...] En effet, l'installation des opérateurs sur un réseau est conditionnée par le niveau d'autonomie et la souplesse dont ils disposent pour déployer leurs outils et leurs services : « L'opérateur ne verra pas le RIP en tant que tel, mais la chaîne de migration à mettre en place pour ne pas perdre de client et la chaîne d'exploitation pour en tirer des revenus », ajoute Pierre Eric Saint-André. [...]

[...] « A nous de trouver les solutions budgétaires les moins onéreuses et d'assurer la neutralité technologique pour que les opérateurs s'installent », complète Eric Jammaron, vice-président d'Axione. Sa société a notamment consacré près de deux années à préparer avec Orange la transformation d'un réseau « 100% activé » en un « réseau passif-actif » pour permettre à l'opérateur historique de co-investir. « L'initiative réalisée sur l'agglomération de Pau a déjà permis de faire passer la moitié des internautes sur la fibre », constate-t-il. [...]

(*) L'intervention d'Eric Jammaron est consultable en ligne sur le site de l'Avicca. [Suivez le lien](#)

(**) L'intervention vidéo (dans son intégralité) de Pierre Eric Saint-André est consultable en ligne. [Suivez le lien](#)

Lu dans la presse : « Seniors à domicile : précautions techniques »
(sipublic.info)

[...] Réseaux numériques, caméra de vigilance, capteurs domotique, téléassistance : les dispositifs sont connus. Les SI permettent d'aller au-delà de la simple adaptation physique de l'habitat. Ils facilitent la mutualisation des services, la coordination des acteurs, l'échange et le lien social. Une étude régionale fait le point en Limousin.[...]



Frédéric Bordes

[...] « **La première brique de la Silver économie pour le maintien des personnes âgées ou handicapées à domicile est l'infrastructure télécoms.** Celle-ci permet aux acteurs de connecter les objets, de mettre en place des services, de les superviser, de contrôler l'efficacité énergétique des bâtiments grâce à un réseau ouvert », répond **Frédéric Bordes**. **Le directeur d'Axione Limousin**, opérateur de RIP associé à l'étude, précise : « un peu comme RFF, nous proposons une infrastructure neutre sur laquelle les multiples acteurs font circuler leurs données ».[...]

[...] « **Il faut donc que l'infrastructure, que le développement des applications permettent de regrouper tout cela sur une plateforme de services** : communications vers les familles, les acteurs médicaux et sociaux, les administrations, les transports, les commerces et services de proximité, les banques, les taxis, etc. », résume le

directeur. D'un point de vue technique, la plateforme nécessite juste : une connexion permanente, des services interopérables et des centres d'hébergement sécurisés et évolutifs, si possible au niveau régional. [...]

[Lire la totalité de l'article \(pour les heureux abonnés !\) →](#)

Les rendez-vous de la rentrée d'Axione à Angers, Roanne, Limoges et Quimper



Axione participera aux Rencontres IT à Angers (17 septembre), à l'Instant Numérique à Roanne (18 septembre), à la journée Autonom'Lab à Limoges (30 septembre) et aux Rencontres Herminéo à Quimper (1^{er} octobre).

Le 17 septembre à Angers : rencontres avec les acteurs de l'écosystème tic



Au travers de ses délégations de service public Melisa (49), Sartel (72) et Tours Métropole Numérique (37), Axione Infrastructures organise une journée de rencontres avec les acteurs territoriaux de l'écosystème TIC le mercredi 17 septembre à Angers (Terra Botanica), de 9h à 17h. En plus d'inciter aux échanges (dont des échanges personnalisés lors de speed meetings), cette journée vise à proposer aux acteurs TIC d'élargir leurs connaissances des infrastructures et des services à très haut débit disponibles sur leurs territoires et des opportunités d'affaires qui s'ouvrent à eux.

Au programme de cette journée qui sera introduite par Michel Mignard, vice-président du Conseil général de Maine-et-Loire :

- Les enjeux business et les perspectives de développement des RIP.
- Les nouvelles offres d'infrastructures et de services d'Axione.
- La présentation du Cloud 303, 1^{er} cloud souverain régional fédérant les acteurs de la filière numérique de la région des Pays de la Loire ; l'infrastructure permet aux entreprises et collectivités d'héberger leurs données en région et au plus proche de leur activité.

Les journalistes sont conviés à une conférence de presse le jour-même, au même endroit à 12h15. Contact : Albino Gardin (Axione), albino.gardin@axione.fr

Le 18 septembre à roanne : partenaire de la 1ère édition de l'instant numérique



L'Instant Numérique est un salon destiné à valoriser les échanges et mettre en avant des solutions efficaces. Regroupés autour de 4 thématiques, les exposants de cette

1^{ère} édition couvriront l'ensemble des besoins des entreprises et des collectivités : être connecté, piloter, vendre, se former...

Au travers de sa filiale Lotim Télécom, Axione Infrastructures est partenaire de la 1^{ère} édition de l'Instant Numérique qui se tiendra le jeudi 18 septembre au Scarabée à Roanne, organisé à l'initiative de **Roannais Agglomération, de la CCI Roanne-Loire Nord et de Numélink.**

Lotim Télécom a été choisi par le Conseil général de la Loire – dans le cadre d'une délégation de service public – pour développer un réseau Très Haut Débit (THD) sur le département de la Loire et permettre aux entreprises, établissements publics et collectivités du département d'accéder à un niveau de services et de tarifs comparable à celui des grandes métropoles européennes.

Ce réseau optique performant de plus de 700 km offre :

- La desserte en Très Haut Débit de plus de 144 zones d'activités : 70.000 salariés utilisent tous les jours le réseau Lotim.
- Une concurrence sur le marché des offres de services avec une vingtaine d'opérateurs clients du réseau.
- Un renforcement de l'attractivité du territoire.
- Un bouleversement de l'offre de gros favorisant le développement de

la filière numérique locale.

Lotim Télécom animera un atelier de 10h30 à 11h sur le thème « Le très haut débit au service des usages innovants pour les entreprises et collectivités territoriales ».

□ [Pour en savoir plus : rendez-vous sur le site de l'évènement](#)

Le 30 septembre à Limoges : le numérique au service de l'habitat regroupé adapté



« L'habitat Regroupé Adapté : analyse et préconisations du living-lab Limousin » est le thème de la journée de restitution des conclusions de l'étude collective démarrée en 2013 et pilotée par

Autonom'lab en partenariat avec AG2R La mondiale, Axione Limousin, la Caisse des Dépôts et Consignations, la Fondation Cémavie, le Conseil régional du Limousin et le CISS Limousin : le mardi 30 septembre, de 9h à 17h30 à l'ENSIL (Parc d'Ester Technopôle de Limoges).

L'étude porte sur le développement de solutions d'habitat regroupé adapté destinées à l'amélioration de la qualité de vie et au maintien à domicile des personnes âgées et handicapées. L'étude doit permettre de détecter les projets collaboratifs innovants et les ressources nécessaires pour les réaliser.

Axione Limousin est partenaire et co-financeur de cette étude en collaboration avec six autres DSP d'Axione : 17 Numérique (Charente Maritime), Sartel (Sarthe), Nivertel (Nièvre), ADTIM (Ardèche et Drôme), LOTIM (Loire) et Melis@ (Maine-et-Loire).

Ce travail d'étude collective a mobilisé plus d'une vingtaine de structures régionales (collectivités territoriales, établissements, bailleurs sociaux, SAD, SSIAD,...) et associé les étudiants de 6 filières (IAE, ENSIL, IRFSS, IESF, GRESCO, CERES) afin de co-produire un « cahier des charges fonctionnel » des valeurs et usages de l'habitat regroupé adapté pour tous, y compris aux personnes fragilisées.

Les résultats de cette étude s'adressent aux acteurs des politiques publiques, du logement, du médico-social et acteurs de la Silver économie.

Eric Jammaron, Vice-Président d'Axione Infrastructures et Frédéric

Bordes, Directeur d'Axione Limousin **interviendront à 15h** lors de la table-ronde sur « **Le rôle des acteurs publics dans la mise en œuvre d'un projet d'Habitat Regroupé Adapté** » :

- □ Un projet d'aménagement du territoire qui s'inscrit dans la politique d'urbanisme et des enjeux du SDAN (Schéma directeur d'aménagement numérique).
- □ Le rôle d'un RIP auprès des collectivités pour les projets HRA en milieu rural (et des exemples sur d'autres territoires).
- □ Un modèle économique à construire et à pérenniser.

D'autres intervenants sont attendus à cette table-ronde : Luc Broussy, Alain Lagarde, Pierre-Marie Chapon, Fabien Bazin, Jean-Marie Roubeyrotte.

□ [Pour en savoir plus, consultez le programme prévisionnel de cette journée](#)

A l'occasion de cette journée, il pourra être annoncée la réponse de la candidature de la Région Limousin à l'appel à projet national « Territoires de soins numériques » [voir le communiqué du 5 mars 2014](#).

Le 1^{er} octobre à Quimper : rencontres #fibre #big data #numérique



Herminéo, le réseau très haut débit de Quimper Communauté, organise le mercredi

1^{er} octobre à la Cantine numérique de Quimper une journée de rencontres autour de trois conférences rediffusées en direct

en vidéo-streaming sur le site web « [I love la fibre](#) » d'Herminéo.

□ A 11h30 – *Fibre, l'offre de service du Réseau d'Initiative Publique sur le territoire de l'agglomération.*

Rémi Carrière, Directeur de Quimper Communauté Télécom (filiale d'Axione Infrastructures) rappellera la mission et les impacts du RIP sur le territoire. Puis Fabrice Poline, Chef de produits entreprises chez Axione, présentera l'offre de service (FFTB, A-FFTB, IXEN, SDSL) et ses évolutions vers les FAI, intégrateurs, éditeurs...

□ A 9h15 – *Le Big Data, big dream ou big reality ?*, présenté par Yoann Berhouc, Directeur général du groupe Cyres et Christophe Cerqueira, Directeur du pôle Ingensi-filiale de Cyres.

□ A 10h35 – *Numérique, enjeux et impacts sur le territoire finistérien de*

la *filière numérique*, présenté par Christine Le Brun, Chargée de mission à la Meito Rennes.

L'après-midi sera consacré à des ateliers animés par Axione en partenariat avec Quimper Communauté.

[Télécharger le Communiqué Axione « Agenda Septembre 2014»](#)

Revue du web (du 7 au 13 juin)



L'Informaticien.com, le 12 juin 2014 – **Commission Numérique : 13 députés et 13 personnalités nommés**, par Emilien Ercolani.

[...] Annoncée en février dernier, la Commission Numérique a été formée hier, introduite par le président de l'Assemblée Nationale Claude Bartolone. Elle est composée de 26 membres dont 13 députés et 13 personnalités dont des journalistes, avocats, chercheurs, etc.

La Commission Numérique a vu le jour hier. Ses missions, dans les grandes lignes, sont notamment d'émettre des recommandations afin d'aiguiller au mieux les députés sur les questions du numérique. Autant dire que si l'intitulé de la mission est simple, le travail est énorme puisqu'il concerne le droit à l'anonymat et à l'oubli, la neutralité du Web, la sécurité et la cybersécurité, l'open data, l'économie numérique, la protection des données et de la vie privée, etc.[...]

[...] Voici la liste des 13 députés membres de la Commission Numérique :

- Les 5 députés socialistes : Patrick Bloche, Laurence Dumond, Christian Paul, Corinne Erhel, Martine Martinel
- Les 4 députés UMP : Virginie Duby-Muller, Laure de La Raudière, Franck Riester, Patrice Verchère
- Le député de la gauche démocrate et républicaine : Gabriel Serville
- Le député écologiste : Sergio Coronado
- La député Radical, républicain, démocrate et progressiste : Gilda Hobert

– Le député UDI : Charles de Courson [...]

[Lire la suite →](#)



GrandesVilles.org, le 12 juin 2014 – **THD : Déployer des réseaux autrement pour faire baisser les coûts**, par la Rédaction.

[...] Pour les acteurs des télécoms, une évidence se fait jour, il faut diminuer la facture du déploiement du THD, qui atteint 20 milliards selon les estimations gouvernementales. La première piste est de jouer sur la techno utilisée sur les derniers mètres avec notamment le câble et le VDSL2. Des solutions critiquées car jugées peu évolutives par rapport à la fibre de bout en bout, en termes de débits comme de services (débits remontants bridés).

L'autre solution est de déployer la fibre autrement. La fibre enterrée subit en effet des coûts incompressibles – tranchées, mains d'œuvre... – alors qu'il est possible de réutiliser des réseaux existants : électriques, appuis télécoms, eau et assainissement, rails... Selon une étude menée pour le compte de la FNCRR les économies potentielles sont énormes. Entre une tranchée neuve et la pose de fibre sur un poteau ERDF, le différentiel est de X 37 et la simple réutilisation des appuis d'ERDF pourrait faire baisser la facture nationale de 5 milliards d'euros. Etudes comprises, un mètre linéaire revient ainsi à 150 euros pour une tranchée, 70 € pour une microtranchée contre 20€ pour un appui Orange ou ERDF. Des avancées ont eu lieu récemment avec l'ouverture par ERDF de son réseau basse et moyenne tension aux réseaux télécoms (voir ce communiqué). L'opérateur a aussi mis à jour son logiciel pour calculer en fonction de différents paramètres – distance entre poteaux, relief, gel... – la capacité de ses installations à accueillir en l'état ou après remplacement des poteaux des infras télécoms. Orange a également publié une offre d'accès à son réseau d'appuis aériens. [...]

[Lire la suite →](#)



La Gazette des Communes, le 12 juin 2014 – **Les collectivités territoriales veulent un établissement public numérique à très très haut débit, avec ou sans l'Etat**, par Sabine Blanc.

[...] Les représentants des collectivités territoriales réunies mercredi 11 juin lors du colloque de la FNCRR dédié au numérique ont exprimé leur souhait de disposer d'une entité de pilotage du numérique française, neutre politiquement, sans la tutelle de Bercy. Ils veulent avancer vite,

d'ici l'été.

« S'il n'y a pas un signe clair donné avant l'été, les collectivités territoriales vont co-construire l'établissement public numérique et nous inviterons l'Etat à s'associer. » Mercredi 11 juin, Gilles Quinquenel, président de Manche Numérique et de la commission communication électronique à la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR), a adressé un signal parfaitement clair, lui, à la secrétaire d'Etat en charge du numérique Axelle Lemaire lors du colloque de la FNCCR dédié au numérique : le serpent de mer d'une entité chapeautant le numérique français, doit enfin prendre pied sur la terre ferme.

Les différents acteurs rassemblés autour de la table ronde sur le sujet étaient d'accord sur l'urgence, car la réforme territoriale pourrait ralentir encore plus le déploiement de France Très Haut Débit, qui avance pour le moment à une vitesse de modem, alors que les objectifs sont très ambitieux : le THD pour tous d'ici 2020. [...] [Lire la suite](#) ⇒

LAVOIX DU NORD

La Voix du Nord, le 11 juin 2014 – **Le Nord-Pas-de-Calais veut valoriser ses signes extérieurs de richesse numérique**, par Jean-Marc Petit.

[...] La révolution numérique est en marche dans notre région.

Euratechnologies Lille, Serre numérique valenciennoise, Fab'Lab calaisien, le Nord – Pas-de-Calais cherche à émerger au sein de la carte numérique française.[...]

[...] Le dernier comité régional du Syntec qui s'est tenu à Euratechnologies la semaine dernière a ainsi mis en évidence la puissance de feu de notre région en la matière, mais aussi ses faiblesses. Partant de très loin, notre région s'est hissée au 6e rang des régions numériques françaises (en terme d'établissements et d'emplois), la plus forte croissance numérique en si peu de temps, mais reste à la neuvième place en terme de dépôts de brevets.[...]

[...] Au niveau national, le secteur du numérique représente 365 000 collaborateurs pour un chiffre d'affaires de 49,2 milliards d'euros, 1,6 fois le chiffre d'affaires de la construction aéronautique et spatiale, près de 2,5 fois plus d'emplois que dans le secteur des télécommunications.[...] [Lire tout l'article](#) ⇒

Localtis.info

Localtis.info, le 10 juin 2014 – **Quand parc social de logements et très haut débit font bon ménage**, par

P.Parmantier

[...] L'arrivée du très haut débit dans le parc social de logements peut être un puissant levier de modernisation pour les bailleurs et d'inclusion numérique pour les locataires. Pour en accélérer le déploiement, la Caisse des Dépôts édite un guide « L'équipement du parc social en fibre optique » mettant l'accent sur les facteurs clés de succès et sur les éléments techniques, juridiques et financiers nécessaires à la conduite des projets. [...]

[...] Pour les opérateurs, le fait de négocier et de contractualiser avec des bailleurs assurant la gestion de plusieurs centaines de logements, voire de plusieurs milliers, généralement de manière concentrée, constitue un réel atout qui se répercute aux différentes phases d'un projet : au moment de son initialisation – contractualisation valant pour tout le parc -, de sa mise en oeuvre – industrialisation du déploiement dans des structures homogènes – et au moment de la commercialisation – optimisation de la promotion. Le principal risque étant le taux de souscription (les habitants du parc social ayant pour la plupart de faibles revenus).

Pour les collectivités, favoriser ce type d'investissement constitue un moyen direct de réduire la fracture numérique, sujet désormais sensible aux yeux des élus.

Quant aux bailleurs, l'arrivée de la fibre peut garantir aux résidents l'accès aux offres internet « triple play » (internet téléphone télévision), à d'autres services destinés aux habitants (formation, télétravail, e-administration, e-santé) ou à des services destinés à moderniser la gestion (vidéo surveillance, détection de pannes, gestion énergétique), sans compter l'effet supplémentaire d'attractivité du parc, quasiment garanti. [...]

[...] Les auteurs du guide formulent dans les derniers chapitres des recommandations de mise en œuvre et fournissent des modèles de documents des textes de référence et des adresses de sites internet directement utiles. Diffusé largement aux bailleurs du parc social ainsi qu'à leurs partenaires, collectivités et opérateurs, ce guide devrait logiquement contribuer à l'accélération des processus. [...] [Lire tout l'article](#) ⇒

LesEchos.fr

Les Echos.fr, le 11 juin 2014 – **Comment le numérique continue de bouleverser la création d'entreprise**, par Vincent Charbonnier, correspondant à Lyon.

[...] Les nouvelles technologies sont un formidable moteur de la création d'entreprise, mais elles ne doivent pas aveugler les créateurs. Une entreprise doit répondre avant tout aux besoins des consommateurs.

Le numérique est davantage une révolution des usages qu'une révolution technologique », expose Patrick Bertrand, directeur général de Cegid et ancien président du Conseil national du numérique. Il rappelle souvent aux « startupper » qu'ils doivent se considérer d'abord comme des entrepreneurs et non comme de simples « inventeurs d'idée ».

L'entrepreneuriat n'est pas « l'aventure d'un jour ». [...] [Lire la suite](#) ⇒

Le Monde.fr

Le Monde.fr, le 10 juin 2014 – **A la recherche de mes données personnelles**, par Alexandre Léchenet et Martin Untersinger.

[...] Plusieurs centaines de fois par jour, nous générons des données qui disent où nous allons, ce que nous faisons, avec qui nous mangeons et ce que nous avons pris comme dessert.

La NSA. Google. Les opérateurs téléphoniques. Nos banques. La DGSE. Les cartes de fidélité. Le Pass Navigo. La vidéosurveillance. **Du lever au coucher, on sait depuis quelques années que nos vies se copient en temps presque réel dans des bases de données, parfois sans notre véritable consentement. L'anonyme dans la foule est de moins en moins flou.**

A quoi ressemble une vie contemporaine, et donc numérisée ? Dessine-t-elle un portrait fidèle de ce que je suis ? Est-ce même encore possible, en 2014, de le savoir ?

Vendredi matin, mon réveil sonne. **Mon premier réflexe : allumer mon iPhone. Son réflexe ? Se géolocaliser.** Il répète l'opération plusieurs fois dans la journée, si l'option n'a pas été désactivée, afin d'« améliorer ses performances et proposer des informations utiles en fonction des lieux où vous êtes ». [...] [Lire tout l'article](#) ⇒

01net

01net, le 4 juin 2014 – **Gouvernance : Axelle Lemaire veut une stratégie européenne forte sur le numérique**, par Pascal Samama.

[...] Axelle Lemaire, secrétaire d'État chargée du numérique, et Nelly Kroes, Commissaire européenne chargée de la stratégie numérique de l'Union, se sont rencontrées pour définir une stratégie européenne commune pour faire face à la surpuissance américaine. [...]

[...] Elle a aussi souligné **l'importance du volet numérique dans les négociations sur l'accord de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP)**. La ministre française et la commissaire européenne se sont « accordées sur l'impératif de transparence devant guider les négociations autour du TTIP ». [...]

[...] Axelle Lemaire a souligné la nécessité de créer un cadre réglementaire « favorable à l'investissement et à la compétitivité » des opérateurs télécoms. Sur ce dossier hautement sensible, les membres du gouvernement français parlent d'une même voix. [...]

[Lire tout l'article ⇒](#)



La Gazette des Communes, le 5 juin 2014 – **La Bretagne se dote d'une conférence régionale de la modernisation publique**, par Solenne Durox.

[...] Instaurée par le Pacte d'avenir pour la Bretagne, la conférence régionale de la modernisation publique a été installée le 21 mai 2014 à Rennes par le préfet de région et le président du conseil régional. Cette nouvelle instance qui associe représentants des collectivités et acteurs socio-économiques au sein de groupes de travail est chargée de proposer un cadre d'expérimentations de mesures de simplification des démarches administratives.

Dans la droite ligne du "choc de simplification administrative" souhaité par le Président de la République, le Pacte d'avenir pour la Bretagne signé en décembre 2013 a réitéré l'exigence de mise en place de mesures pour faciliter les initiatives publiques et privées sur le territoire. Il a notamment instauré la création d'une conférence régionale de la modernisation publique.

« La Bretagne est la seule en France à disposer d'une telle instance, comme elle est la seule à expérimenter de front trois mesures de facilitation des projets : l'autorisation unique, le certificat de projet et les zones d'intérêt économique et écologique », souligne Rodolphe Ollivier, adjoint au secrétariat général pour les Affaires régionales de Bretagne. [...] [Lire la suite ⇒](#)



Challenges, le 5 juin 2014 – **Télécoms : pourquoi le passage à 14 régions fait tourner le très haut débit au ralenti**, par Paul Loubière.

[...] Faute de connaître précisément les contours de la nouvelle carte de France, les responsables locaux préfèrent geler les investissements. Il y a pourtant urgence.

« L'impact est négatif pour les industriels du secteur, reconnaît Jean-Christophe Nguyen Van Sang, délégué général de la FIRIP (Fédération des industriels des réseaux d'initiative publique). Le projet de réforme,

avec les incertitudes qu'il véhicule, engendre un questionnement légitime. Il aboutit à un avis négatif sur le développement et l'implantation des réseaux, en particulier pour la fibre optique. De nombreux projets sont en stand-by. Ils ne sont pas abandonnés mais ils sont stoppés et pourraient, pour certains, être remis en cause. » De fait la profession des installateurs de réseaux est en émoi. « Nous avons répondu à des appels d'offres, raconte l'un d'eux. Nous avons été retenus. Mais depuis l'annonce de la réforme, plus rien. Les décisions sont stoppées. » [...] [Lire tout l'article](#) ⇒



Territoires.Eurélien.fr, le 28 mai 2014 – **Favoriser l'insertion sociale grâce à la construction du**

réseau THD, par Eure-et-Loir Numérique.

[...] Eure-et-Loir Numérique, le groupement d'entreprises Axione/Bouygues Energies et Services, la Maison de l'Emploi et des Entreprises du Drouais (M2ED) et la BGE Ismer (DIRRECTE Centre) signent **une convention de partenariat en faveur de l'insertion sociale sur le grand chantier qui s'ouvre des déploiements de la fibre optique sur le périmètre d'Eure-et-Loir Numérique** (330 communes dont 4 dans l'Eure).



Jacques Beauvois, Directeur général délégué d'Axione, Jean Remoue, Directeur du BGE Ismer, Jacques Lemare, Président d'Eure-et-Loir Numérique et Olivier Pré, Directeur adjoint de la M2ED

Le contrat de travaux confié par Eure-et-Loir Numérique au groupement

Axione/Bouygues Energies et Services (marché de 4 ans de 50M€) consacre à des publics sans emploi 9 600 heures de travail en insertion sociale. Pour mettre en relation les demandeurs d'emploi et l'entreprise, Axione/Bouygues Energies et Services pourra s'appuyer sur la Maison de l'Emploi et des Entreprises de Dreux et la BGE Ismer, représentant les territoires de Châteaudun et de Nogent-le-Rotrou.

Cette convention de partenariat démontre la volonté des différents acteurs de favoriser l'insertion sociale dans le cadre des contrats publics, et notamment celui relatif au déploiement du Très Haut Débit en Eure-et-Loir. [...]

[...] Jacques Beauvois, Directeur Général Délégué d'Axione déclare : « Axione/Bouygues Energies et Services a pris dans son offre des engagements de coût et de qualité mais aussi d'emploi et d'insertion sociale. A court terme, nous allons recruter différents profils avec différents niveaux de qualification : des techniciens raccordeurs fibre optique et des câbleurs. Des formations en interne ou auprès de centres de formations spécialisés accompagnent les recrutements ». [...] [Lire tout l'article](#) ⇒

Revue du web (du 31 mai au 6 juin)

LA VOIX DU NORD

La Voix du Nord, le 11 juin 2014 – **Le Nord-Pas-de-Calais veut valoriser ses signes extérieurs de richesse numérique**, par Jean-Marc Petit.

[...] La révolution numérique est en marche dans notre région. Euratechnologies Lille, Serre numérique valenciennoise, Fab'Lab calaisien, le Nord – Pas-de-Calais cherche à émerger au sein de la carte numérique française.[...]

[...] Le dernier comité régional du Syntec qui s'est tenu à Euratechnologies la semaine dernière a ainsi mis en évidence la puissance de feu de notre région en la matière, mais aussi ses faiblesses. Partant

de très loin, notre région s'est hissée au 6e rang des régions numériques françaises (en terme d'établissements et d'emplois), la plus forte croissance numérique en si peu de temps, mais reste à la neuvième place en terme de dépôts de brevets.[...]

[...] Au niveau national, le secteur du numérique représente 365 000 collaborateurs pour un chiffre d'affaires de 49,2 milliards d'euros, 1,6 fois le chiffre d'affaires de la construction aéronautique et spatiale, près de 2,5 fois plus d'emplois que dans le secteur des télécommunications.[...] [Lire tout l'article](#) →

Le Monde
BLOGS

parlement.blog.lemonde.fr, le 4 juin 2014 –
L'Assemblée se dote d'une commission sur le numérique, par Hélène Bekmezian.

[...] Droit à l'oubli, cybercriminalité, économie numérique, ouverture des données publiques... Progressivement, de façon disparate mais certaine, Internet s'installe dans la législation et, récemment, le sujet a été abordé dans des textes aussi divers que la loi de programmation militaire, la proposition de loi de lutte contre la prostitution ou encore le projet de loi sur la géolocalisation. « Le numérique est dans toutes les lois mais il n'existe pas de principe législatif sur la question, pas de doctrine forgée, la question est abordée au fil de l'eau, souvent sous la pression », explique le député socialiste de la Nièvre, Christian Paul, auteur déjà d'un rapport sur les « droits et libertés de l'Internet » pour Lionel Jospin à la fin des années 1990. [...] C'est la raison pour laquelle **l'Assemblée nationale va installer, mercredi 11 juin, une « commission de réflexion et de propositions ad hoc sur le droit et les libertés à l'âge du numérique »**, dont il sera le co-président. Douze autres députés y siégeront, (quatre du groupe SRC, quatre de l'UMP, un écologiste, un de l'UDI, un radical de gauche et un membre du groupe de la Gauche démocrate et républicaine) ainsi que, chose rare, treize personnalités qualifiées, « désignées en raison de leurs connaissances et de leur maîtrise des enjeux liés au numérique, par le président de l'Assemblée nationale, sur proposition de la majorité et de l'opposition », précisait la présidence fin février. [...] [Lire la suite](#) →

Rue89
le nouvel
Observateur

Rue89.com, le 4 juin 2014 – **Municipalisons Internet, on le fait bien pour l'eau !**, par Xavier de La Porte (Ce qui nous arrive sur la Toile / France Culture).
[...] Je vais aborder une question très ennuyeuse – parce

que ça concerne les réseaux, les services publics et l'aménagement du territoire (trois champs moyennement glamours) – mais une question extrêmement importante – parce que souvent on se demande comment faire d'Internet une question politique, ou, réciproquement, comment faire de la politique avec Internet, et qu'il y a peut-être là un élément de réponse. [...]

[...] Je vous explique. Il y a quelques jours, Susan Crawford, professeur en droit des Télécoms, ancienne conseillère d'Obama pour la politique de l'innovation des sciences et des technologies, écrit dans le New York Times un éditorial passionnant. [...] Susan Crawford explique que pour lutter contre cet Internet inégalitaire, il y a un moyen tout simple : la municipalisation de l'accès à Internet. Autrement dit, faire en sorte que ce soit les municipalités qui fournissent l'accès à Internet, et non plus des opérateurs privés. Et Susan Crawford de prendre l'exemple de la ville où elle vit, Santa Monica en Californie. [...]

[...] En France, et sauf erreur de ma part, il existe quelques réseaux municipaux (dans tel village enclavé du Gard, le réseau « Pau Broadband Country » dans la communauté d'agglomération de Pau-Pyrénées dont j'avais déjà parlé ici, et quelques autres...), mais ils sont rares. On pourrait imaginer une municipalisation généralisée.[...]

[...] Je suis bien conscient que dans le détail, c'est compliqué (et que ça pose des questions d'échelle notamment), je suis bien conscient que ça ne va pas dans le sens de l'Histoire. Mais vous imaginez un service public de l'Internet ? Un Internet municipal qui garantirait des abonnements à bas prix – voire gratuits dans les quartiers défavorisés, qui rapporterait de l'argent aux municipalités, qui respecterait la neutralité du Net (tout abonnement donnerait accès au même Internet, à la même vitesse), qui s'engagerait à protéger les données personnelles des internautes ? Ça aurait de la gueule, non ? [...] [Lire tout l'article](#) ⇒



Lu dans la Lettre Ecoter – **La tarification de la fibre au menu de la prochaine rencontre – le 2 juillet 2014 – entre l'ARCEP, les collectivités**

territoriales et les opérateurs (Arcep.fr).

[...] Le groupe d'échange entre l'ARCEP, les collectivités territoriales et les opérateurs (GRACO) se réunira le 2 juillet prochain. La journée sera principalement consacrée à la tarification de l'accès aux réseaux FttH, et au modèle de tarification mis en consultation publique par l'Autorité la semaine dernière. A l'heure où les premiers réseaux d'initiative publique FttH se concrétisent un peu partout en France, la question de l'homogénéisation des tarifs devient centrale. Ce GRACO permettra ainsi aux équipes de l'ARCEP de présenter leur modèle et aux acteurs impliqués

dans le déploiement du très haut débit (collectivités territoriales, FAI, opérateur d'opérateurs,...) d'en débattre. Exceptionnellement, les consultants seront invités à participer aux débats de l'après-midi, qui se déroulent également en présence des opérateurs.[...]



Maire-Info, le 5 juin 2014 – **L'AMF défend « le rôle essentiel de la commune dans la construction de la nouvelle organisation**

territoriale », par la rédaction.

[...] Le président de l'AMF et son premier vice-président délégué, Jacques Pélissard et André Laignel, ont « tenu à réaffirmer » hier à la ministre de la Décentralisation, Marylise Lebranchu, qui les recevait, « la volonté de l'AMF de voir le gouvernement prendre en compte la diversité des territoires et reconnaître le rôle essentiel de la commune dans la construction d'une nouvelle organisation territoriale », annonce un communiqué de l'association publié ce matin.[...]

[...] « L'AMF a toujours défendu une construction intercommunale forte, mais cela ne nécessite absolument pas la création d'un niveau de collectivité supplémentaire », poursuit le communiqué. L'association « propose que cette nouvelle architecture s'appuie davantage sur les dynamiques locales ». « Le projet de communes nouvelles pourrait ainsi, sur la base du volontariat des communes, permettre de rationaliser, mutualiser et réaliser des économies », défend-elle. [...]

[...] Dans son communiqué, l'AMF demande également « expressément le maintien de l'intérêt communautaire pour la fixation des compétences des communautés ainsi que la libre mutualisation des services, ascendante ou descendante ». [...] [Lire la suite](#) ⇒



Localtis.info, le 4 juin 2014 – **Plan Très Haut Débit : Arnaud Montebourg et Axelle Lemaire maintiennent**

Le cap, par P..Parmantier. [...] Arnaud Montebourg et Axelle Lemaire étaient entendus ce 3 juin au Sénat. Il s'agissait de répondre aux inquiétudes manifestées par les élus sur l'avenir du plan national Très Haut Débit dans un contexte marqué par de sérieuses périméties : réorganisation du marché avec le rachat de SFR, incertitudes sur les crédits du FSN et du Feder, impact de la réforme territoriale... [...]

[...] Soutien aux opérateurs – L'autre élément de déblocage de l'investissement privé pourrait reposer sur « la constitution de montages avec des investisseurs de long terme pour accompagner l'accélération de l'investissement des opérateurs », a confirmé de son côté Axelle Lemaire. On sait que depuis le début de l'année, le gouvernement recherche des

solutions spécifiques sur la fibre pour apporter un ballon d'oxygène soit à tous les opérateurs rassemblés, soit à un seul (en l'occurrence Orange). Selon nos informations, le principe consisterait à mettre en place un Fonds commun de créances (Special purpose vehicle) associant des investisseurs de long terme français et étrangers afin de permettre aux opérateurs de déconsolider une partie de leur dette. Mais pour l'instant, les négociations se poursuivent. [...] [Lire la suite](#) ⇒



01business, le 4 juin 2014 – **Le satellite favori pour relier 9000 écoles à Internet en septembre**

2014, par Frédéric Bergé.

[...] Le gouvernement a labellisé 56 offres opérateurs parmi lesquelles 9 000 écoles pourront choisir pour se relier à Internet. L'accès satellite figure en bonne place.

Dans le cadre du programme gouvernemental « écoles connectées », 9 000 écoles, collèges et lycées bénéficieront d'une aide de l'Etat, de 400 euros par établissement, pour accéder à Internet haut débit d'ici septembre 2014.

Le moyen de connexion qui sera privilégié sera le satellite. Parmi les 56 offres d'opérateurs labellisées par le gouvernement, que les établissements scolaires (écoles primaires, mais aussi collèges et lycées) pourront choisir, une majorité utilise la technologie satellitaire, qui s'affranchit des contraintes liées aux réseaux de télécoms terrestres. [...] [Lire la suite](#) ⇒



01 Business, le 4 juin 2014 – **La réforme territoriale, un enjeu numérique aussi**, par Xavier

Biseul.

[...] Pas question ici de polémiquer sur la carte de France redessinée par le gouvernement mais d'évoquer la logique qui sous-tend la réforme territoriale. En réduisant le nombre de régions de 22 à 14, en augmentant le périmètre des intercommunalités passant d'un minimum de 5000 habitants à 20 000 et en annonçant la disparition des départements à horizon 2020, cette réforme fera émerger des collectivités territoriales plus fortes.

Regroupées, elles disposeront de nouvelles marges de manœuvre pour investir dans le très haut débit, l'e-éducation, l'hôpital numérique ou les smart cities. « En consolidant les budgets informatiques, elles auront davantage de capacité pour bouger », se réjouit Bruno Buffenoir, vice-président, directeur général des ventes d'IBM France. « Un lycée seul ne peut se payer une flotte de tablettes. »

Il y voit un autre intérêt à ce regroupement : la possibilité de mettre tous les élus autour de la table afin d'uniformiser et de standardiser

les applications, les services. « Les mairies utilisent différents logiciels de gestion, les écoles n'ont pas toutes le même point de vue sur le contenu éducatif, etc ». D'autant que pour ces dernières, c'est le conseil régional qui gère les lycées, le conseil général les collèges, la mairie les écoles primaires. [...]

[...] Pour Bruno Buffenoir, les politiques doivent se mettre d'accord sur un catalogue de services pour monter ensuite la plateforme derrière. Dans ce catalogue, on retrouvera, par exemple, en mode SaaS, les spécialistes de la gestion des collectivités locales comme JVS ou Berger-Levrault. « On peut aussi imaginer un service régional de type de DropBox évitant aux fonctionnaires de faire transiter des données sensibles par clé USB ».

[...]

[Lire la suite ⇒](#)



La Montagne.fr, le 4 juin 2014 – **Quatre entreprises de la Communauté de communes des 4 provinces ont été équipées**, par Cédric Goessens.

[...] Alain Lagarde président de Dorsal Limousin et Frederick Bordes, président d'Axione, déléguataire de Dorsal, ont reçu les élus locaux et Christian Chocquet, préfet de la Creuse à l'entreprise Atulam de Jarnages en présence de son PDG, Xavier Lecompte pour faire le point sur l'arrivée de la fibre optique dans cette entreprise de la Creuse.[...]

[...] Assurer 5 Mb\s de débit partout avant 2020
L'ambition régionale est d'atteindre, à terme, une couverture en fibre optique à domicile de 100 %. Néanmoins, afin de répondre au plus vite aux attentes, Dorsal et les collectivités limousines souhaitent d'abord garantir partout sur le territoire un débit de 5 Mb\s avant 2020, tout en assurant une couverture fibre optique pour les cibles d'importance stratégiques : établissements de santé, d'enseignement, entreprises en zones d'activités.[...]

[...] 136.500 € investis sur Jarnages
La connexion à Atulam a été réalisée à partir du réseau Dorsal présent sur la RN145 : 3,7 kilomètres de fibres optiques ont été enfouis, au sein des fourreaux France Télécom quand les possibilités le permettaient ou par la réalisation d'une tranchée de 2,6 km.
Des emplacements ont déjà été mis en place le long du tracé, afin d'anticiper la montée en débit ainsi que la connexion en fibre optique future d'autres sites comme les maisons de santé, la mairie ou encore l'école. Le montant des travaux pour ces aménagements sur la commune de

Jarnages s'élève à 136.500 €, financés par la Com-com, le Département, la Région, l'État et l'Europe, avec une participation forfaitaire de la société Atulam.[...] [Lire tout l'article](#) ⇒



ZDNet.fr, le 4 juin 2014 – **Orange aux manettes de Bouygues Telecom, et le réseau cédé à Free**, par la rédaction de ZDNet.

[...] Stratégie : Pour assurer le déploiement de la fibre en France, Bercy aurait déjà les grandes lignes d'un plan selon Les Echos : Orange rachète Bouygues Telecom dont il cède le réseau et des fréquences à Free, en échange notamment d'un co-investissement dans la fibre. Selon Les Echos, pour rendre réaliste son projet très haut débit, le gouvernement aurait déjà mis au point un scénario reposant sur la recomposition du marché des télécoms. Car pour maintenir les investissements dans la fibre, Bercy estime indispensable de consolider le marché.

Comment ? D'après nos confrères, l'Etat soutiendrait ainsi le rachat de Bouygues Telecom par Orange – le groupe de Martin Bouygues rachèterait par ailleurs des actions de l'opérateur historique afin de détenir une minorité de blocage.

Pour ne pas heurter l'Autorité de la concurrence et dégager de la trésorerie, Orange céderait ensuite le réseau mobile, ainsi qu'une partie des fréquences de Bouygues Telecom à Free. Montant de la transaction : environ 2,2 milliards d'euros.

Enfin, toujours dans l'optique de soutenir le plan de déploiement de la fibre en France, Free s'engagerait à co-investir aux côtés d'Orange pour déployer un réseau FTTH sur le territoire. Si le scénario est en apparence écrit, reste encore à le réaliser et à convaincre les acteurs de respecter le script. [...] [Lire l'article en ligne](#) ⇒



La Lettreducadre.fr, le 30 mai 2014 – **Communication : les TIC viennent à l'aide de la démocratie**, par Xavier Delengaigne.

[...] E-pétition, sondages en ligne, wiki-citoyens... Le web 2.0 met désormais au service des collectivités de nombreux outils pour permettre l'expression des habitants. Une nouvelle démocratie pourrait en naître. Panorama des outils disponibles.

En 2011, la communauté d'agglomération Caen-la-Mer a remporté le trophée français de l'e-démocratie pour son initiative Geemik, une opération

basée sur la technologie sans contact, NFC (1), pour booster son site web. Mettre en place des outils TIC pour favoriser la démocratie n'est pas forcément coûteux, il est d'ailleurs possible de s'appuyer sur des services en ligne gratuits.

Proposer des outils TIC pour engager la conversation

Certaines collectivités proposent d'ores et déjà des sites web dédiés pour promouvoir la démocratie participative. La collectivité pourra également mettre en place des outils pour favoriser la participation citoyenne. Elle s'appuiera le cas échéant sur le service citoyenneté et sur le service informatique.[...] [Lire tout l'article =>](#)



Challenges.fr, le 4 juin 2014 – **Sondage: le numérique a-t-il pris le pas sur les supports traditionnels ?**, par Claire Bouleau. 7 Français sur 10 consomment des produits culturels dématérialisés. Mais les supports physiques sont loin d'être délaissés... Décryptage.

C'est la grande angoisse des amoureux des bibliothèques et des vieux ouvrages au papier jauni: la dématérialisation de la culture est-elle sur le point de signer l'arrêt de mort des supports traditionnels? Pas encore, semble suggérer l'étude réalisée par le site de réductions en ligne ma-Reduc.com en collaboration avec l'institut de sondage LH2, parue mercredi 4 juin.

[...] La fréquence d'utilisation des produits culturels physiques est systématiquement supérieure à celle des biens dématérialisés [...]

[...] Ainsi, alors que 28% des Français disent consommer plusieurs fois par semaine des produits culturels physiques, ils sont moins nombreux (21%) à consommer aussi souvent des produits culturels dématérialisés. A l'inverse, alors que 5% des personnes interrogées ne consomment jamais de culture « physique », cette proportion grimpe à 18% pour la culture « dématérialisée ».[...] [Lire tout l'article =>](#)



Sipublic.info, le 3 juin 2014 – **E-participation en hausse à Paris**, par Luc Derriano.

[...] Plus d'un décideur de collectivités sur deux met en avant les projets numériques porteurs de valeur pour les citoyens et simplifiant les relations avec la ville, selon Markess International. La preuve dans la capitale où la nouvelle équipe municipale prépare de nouveaux outils informatiques pour favoriser la démocratie locale. [...]

[...] « Le domaine numérique dans lequel nous entrons ouvre à la démocratie d'immenses perspectives de progrès. Nous nous appuierons sur les

potentialités qu'il génère en créant une plateforme d'échanges inédite entre usagers, élus et services administratifs », a notamment indiqué Anne Hidalgo. Plus précisément, de nouvelles applications sont prévues, telles que « Madame la Maire, j'ai une idée », une newsletter et une intervention en ligne hebdomadaire de l'élue ou de ses adjoints pour exposer les projets. Les outils existants (« Dans ma Rue », e-pétition, open data) seront aussi renforcés. [...]

Ville intelligente et durable, Logiciel libre, Offre SaaS... [Lire l'article](#)
⇒



L'UsineDigitale.fr, le 2 juin 2014 – **Toulouse va expérimenter le réseau électrique du futur dès 2015**, par Sylvain Arnulf.

[...] La ville rose est en première ligne dans le projet électrique SoGrid qui vise à rendre les matériels connectés au réseau électrique communicants grâce à la technologie CPL. Un nouveau pas vers des réseaux plus malins.

Les objets connectés sont en quête de standards de communication universels... les réseaux électriques du futur (ou « smart grids ») aussi. L'un d'entre eux fait l'objet d'une expérimentation pilotée par ERDF depuis Toulouse. Le projet de R&D se nomme « SoGrid » et il réunit, autour d'ERDF, des partenaires industriels (ST Micro, Nexans, Sagemcom, Landis+Gyr, Capgemmini), PME (Trialog) et universitaires (Grenoble INP et Polytechnique). [...] [Lire la suite](#) ⇒



L'UsineDigitale.fr, le 2 juin 2014 – **Google pourrait déployer 180 mini-satellites pour couvrir les zones blanches de l'internet**, par Sylvain Arnulf.

[...] Les projets de Google pour connecter les territoires isolés se précisent. Après avoir acquis le fabricant de drones Titan Aerospace, le géant américain envisage de déployer des mini-satellites, selon le Wall Street Journal.

Si Google permet aux internautes d'explorer des images de la terre vue du ciel, avec ses services Maps et Earth, il ne dispose pas de ses propres satellites. Le géant américain achète les images à des partenaires comme Airbus Defence and Space. Mais le groupe américain est désormais intéressé par la technologie satellite, pas seulement pour l'imagerie (il

envisagerait d'ailleurs d'acheter le spécialiste Skybox pour 1 milliard de dollars), mais pour connecter les zones blanches de l'Internet, notamment en Afrique.

Selon le Wall Street Journal, Google envisagerait de lancer jusqu'à 180 petits satellites pour couvrir les zones isolées non couvertes par le réseau. Ceux-ci seraient positionnés en orbite basse. [...] [Lire la suite](#)

⇒